

Une "rivière de sang qui sépare le passé du présent" de l'Argentine : témoignage de Teresa Meschiati de l'Association Memoria viva (Genève)

Autor(en): **Heimberg, Charles**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **14 (1998)**

PDF erstellt am: **15.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-520350>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

UNE « RIVIERE DE SANG QUI SÉPARE LE PASSÉ DU PRÉSENT » DE L'ARGENTINE :

Témoignage de Teresa Meschiati de l'Association Memoria viva (Genève)

Le tortionnaire argentin Alfredo Astiz s'est présenté comme « l'homme techniquement le mieux préparé en Argentine pour tuer un politicien ou un journaliste » et a regretté que l'on n'ait pas fusillé assez de monde au temps de la dictature (voir Le Monde du 17 janvier 1998). Ces déclarations fracassantes ont illustré une nouvelle fois la nécessité d'une politique de la mémoire qui respecte et promeuve la dignité des victimes de la barbarie. Les grâces expéditives et l'impunité accordées aveuglément aux bourreaux argentins ont désormais des effets très clairs : un criminel qui n'a jamais eu à répondre de ses actes peut continuer à s'en vanter en proférant de nouvelles menaces insidieuses contre la démocratie de son pays. Ce comportement abject nous rappelle en tout cas que la mémoire est non seulement une nécessité, mais qu'elle peut même être un combat de tous les jours, comme nous le montre l'exemple de Teresa Meschiati dont nous publions ci-dessous le témoignage.

Teresa Meschiati, vous avez été victime de la dictature argentine et vous êtes responsable d'une association pour la mémoire à Genève. Qu'est-ce qui a fait que vous deviez quitter l'Argentine et vous réfugier en Suisse dès 1980 ?

Je suis venue en Suisse complètement par hasard pour visiter une amie qui était la seule survivante que je connaissais. Mais aussi pour des raisons de sécurité, parce qu'en Espagne où je me trouvais, les militaires argentins ont envoyé à la sœur d'une autre survivante, qui était elle-même réfugiée en Suède, une carte de vœux qui disait « *Salutations à tout le monde* ». J'aime bien la Suisse parce que j'y ai trouvé une meilleure situation pour mon fils et moi. J'ai pu refaire ma vie comme un être normal et j'ai pu finalement travailler à ce projet de *Memoria viva*. Mais pendant les dix premières années passées ici, j'ai vraiment vécu dans des conditions psychologiques difficiles.

Qu'est-ce qui s'est passé en Argentine, avant et pendant la dictature ?

En Argentine, depuis 1930, il y a eu des coups d'Etat militaires. Jusqu'en 1976, ces coups d'Etat visaient chaque fois à imposer une certaine politique.

Cela se passait dans les hautes sphères du pouvoir, entre des fractions opposées, mais en dehors du peuple. La génération des années soixante dont je fais partie a vu un grand bouleversement en Amérique Latine. Il y a eu Saint-Domingue en 1965, le prêtre colombien Camillo Torres parti à la guérilla, il y a eu Cuba. Et en Argentine, il y a eu tout un renouveau. Un besoin de se mettre dans la réalité et d'essayer de la changer.

J'appartenais à un groupe d'une cinquantaine de personnes – la plupart issues de la gauche, en général des universitaires, des marxistes et des ex-communistes qui avaient décidé de prendre les armes pour transformer la société. Nous avons suivi la théorie du *Che* : être dans les montagnes et mener peu à peu une lutte dans un territoire inaccessible aux forces armées. Notre méthode, c'était de montrer les armes pour suggérer la possibilité de la lutte armée. Dans les années 1966-1968, on s'est formé pour ça. On avait des groupes à Buenos Aires, à Cordoba et à Santa Fe. Notre première action a été la prise d'un village de 10000 personnes. C'est la première fois que nous sommes sortis publiquement et les journaux ont dit que nous nous sommes montrés bien éduqués. A Cuba, ils avaient pris le pouvoir, donc nous pensions pouvoir le faire aussi à moyen terme. S'il y avait des coups d'Etat, la population avait encore une certaine liberté. Par exemple, on parvenait encore à lire les publications interdites. Et il y avait beaucoup d'agitation dans les universités. La situation était pré-révolutionnaire. Je suis donc entrée dans les *Forces Armées Révolutionnaires* (F.A.R.). Mes premières activités consistaient à me former physiquement. Nous sommes allés ensuite dans les villes parce qu'il s'y trouvait l'essentiel de la population, dont presque cinq millions de travailleurs.

Nous avons cru que le péronisme – pas Peron, mais le péronisme – donnait la possibilité d'une libération nationale et sociale du pays. Nous sommes donc entrés dans le péronisme, et en 1973 nous avons fusionné avec l'organisation *Montoneros*. Mais nous n'avons pas vu clairement à ce moment-là – et nous n'en avons jamais parlé depuis – que Peron jouait un rôle de pendule entre la droite et nous. Nous l'avons payé cher dès qu'il a vu notre écho dans la population. A son arrivée, en effet, il y a eu le premier massacre du 20 juin 1973. On a commencé à voir la véritable face de Peron. Et progressivement, la droite extrême du péronisme, organisée en «3A» avec Lopez Rega à sa tête, a gagné beaucoup plus d'espace et nous a fait reculer. Ils ont installé une politique d'élimination des politiciens, journalistes et avocats progressistes. A ce moment-là, une disparition, c'était la mise à mort et, quelques jours après, la réapparition du corps criblé de balles. Nous avons donc continué la lutte face à Madame Peron qui ne pouvait pas maintenir la paix à l'intérieur du pays. Et petit à petit, elle a laissé sa place aux forces armées qui ont anéanti, dans le cadre de la démocratie, et avec la méthode de la disparition, des groupes marxistes comme le Parti Révolutionnaire des Travailleurs. De notre côté, nous avons dû nous retrancher de plus en plus jusqu'au coup d'Etat. La veille du 24 mars 1976, les militaires avaient déjà une énorme liste de personnes à faire disparaître. Les camps

de concentration ont commencé tout de suite, mais nous n'étions pas au courant. Mon mari disait que « *l'intelligence* » était en train de travailler. On croyait que tout le monde était tué. C'est pour cela que mon mari, après mon enlèvement dans la rue, a envoyé une lettre à ma famille pour annoncer ma mort parce que je n'avais pas pu donner d'information quand ils m'ont torturée. Il était alors très dangereux de sortir dans la rue. C'était la guerre et les enlèvements avaient lieu partout. La population était terrorisée. Cette situation a duré jusqu'en 1983, mais je ne crois pas que cela se soit arrêté sous la pression de la population. Le fait que Mme Thatcher ait gagné la guerre des Malouines a joué un plus grand rôle.

Que vous est-il arrivé à vous ?

J'étais une militante de l'organisation *Montoneros*, mon mari en était le responsable régional. Je suis arrivée en février 1976 à Cordoba avec mon fils qui venait de naître. L'ancien responsable m'a dit que j'aurais six mois de vie utile, et il ne s'est pas trompé puisque j'ai été enlevée en septembre. Une camarade m'avait dénoncée. Au camp de concentration, j'ai retrouvé au moins une dizaine de personnes que je croyais mortes. C'était une méthode pour me faire craquer en me faisant croire qu'ils étaient tous collaborateurs, ce qui n'était pas vrai. La plupart d'entre eux sont morts et n'ont jamais livré qui que ce soit. J'ai donc vu mes camarades vivants après six mois de séquestration. C'était le camp militaire clandestin « La Perla », à 20 kilomètres de la ville, les militaires ont décidé de sauver un tout petit groupe et de fusiller les 98 %. J'y ai passé deux ans et deux mois, et j'ai vu beaucoup de camarades partir en camion. Quand je suis sortie, j'ai été assignée à résidence et ma famille – soit mon fils, mon père et ma mère puisque mon mari était déjà fusillé – a dû venir habiter dans la région et j'ai été autorisée à la voir tous les mois. J'ai fait ensuite des démarches pour m'enfuir du pays, parce que je n'avais pas donné d'informations et que j'avais peur de devenir un otage des militaires à cause de cela. Quand j'ai demandé mon passeport à la police, je n'avais même pas de dossier judiciaire et je l'ai reçu tout de suite. J'ai constaté plus tard qu'il y avait d'autres survivants, à peu près 1000 personnes pour 30000 disparus. Elles venaient de tous les camps de concentration.

Comment peut-on savoir ce qui s'est passé dans tous ces camps ?

En août 1980, j'ai commencé à témoigner devant la Commission des Droits de l'Homme aux Nations-Unies, puis au Sénat espagnol. Et après, en 1983 et plus tard, j'ai témoigné en Argentine, au moment du jugement des trois juntas militaires. Depuis, il y a eu l'amnistie et l'impunité pour tous les tortionnaires. En 1991, nous avons quand même témoigné pour les Italiens disparus en Argentine, puis la même chose en 1996 pour les Espagnols. Cela ouvre un certain espoir parce qu'il y a des victimes d'au moins 18 nationalités différentes et que

nous pouvons faire en sorte que tous ces militaires ne puissent plus sortir d'Argentine ou soient jugés ailleurs. Les gouvernements argentins qui se sont succédé ont fait des lois d'amnistie qui ont empêché le recours à la justice. Les 1351 coupables directs qui figurent sur des listes dont nous disposons vivent tranquillement. Ils disent qu'ils ont obéi à leurs chefs. Même les chefs des trois juntas militaires sont libres. Donc, il n'y a plus de jugement possible. Et nous nous demandons toujours qui a tué les membres de nos familles. Le deuil est ainsi congelé et impossible. Dans notre histoire et notre culture, nous avons des rituels qui sont nécessaires. On a besoin de pleurer devant les morts, de les ensevelir, de se donner la main. Peut-être qu'en Afrique, ils font différemment. Mais on a tous besoin de rituels. Et en Argentine, on n'a pas eu droit à ces rituels. Il y a eu des cas sinistres. Plusieurs familles ont reçu des colis avec des restes qui ne correspondaient pas. Le cynisme continue aujourd'hui puisque des défenseurs argentins des droits de l'homme reçoivent encore des coups de téléphone où ils entendent des personnes qui sont en train d'être torturées. Toutes ces horreurs sont dues à des gens qui étaient déjà impliqués dans les répressions et qui ont encore continué sous la démocratie. Ces gens étaient une « *main d'œuvre bon marché* » qui a engendré de plus en plus de violences et répandu l'idée que « *tout est possible* » en Argentine. Le pays a été complètement corrompu, vendu, et il a fallu pour cela nous anéantir. Toute une génération de personnes qui voulaient transformer la société a été décimée. Et aujourd'hui, *Memoria viva*, mais aussi les enfants des victimes et des disparus, grâce à l'Association H.I.J.O.S., continuent d'une certaine façon la lutte pour la mémoire et pour savoir ce qui s'est réellement passé.

Quels sont les objectifs de l'Association Memoria viva ?

Notre but principal est de rassembler toute l'information sur les 1351 militaires impliqués directement dans la tuerie. Ce matériel existe, y compris sur *Internet*. Il a fait l'objet d'un rapport qui a été présenté en 1983 par la CONADEP (Commission nationale sur les personnes disparues) à la demande du président Raul Alfonsin. Les archives sont en train d'être envahies par les rats, il faut les préserver et les actualiser. Il faut y adjoindre les milliers de témoignages qui sont déposés et regrouper le tout pour reconstruire patiemment la réalité. Nous avons aussi la liste des militaires argentins qui se sont formés en Amérique centrale depuis 1949.

Moi, je travaille pour l'Argentine, mais *Memoria viva* comprend d'autres personnes qui travaillent sur d'autres pays d'Amérique latine. Nous voulons constituer un réseau mondial pour que chaque personne représente une « *maison de la mémoire* ». Nous partons pour cela de la réalité genevoise, mais d'autres le font depuis d'autres lieux. Il faut que ces 30000 disparus continuent d'exister. Nous y avons déjà pensé dans le camp de concentration. Et comme je suis vivante, je dois continuer à le faire.

Vous êtes arrivée à Genève en 1980. Pourquoi votre association n'est elle apparue qu'en 1996 ?

C'est parce qu'il faut être prêt à pouvoir travailler sur ce sujet-là. Les Mères et Grands Mères qui ont cherché leurs enfants disparus ont été traitées de «*folles de la Place de Mai*» parce qu'elles cherchaient leurs familles. Par contre, un véritable travail historique ne peut pas se faire tout de suite. Il faut laisser passer un peu de temps, sinon le sujet est trop chaud et on l'a à l'intérieur du corps. Il faut trouver la force de pouvoir travailler avec les morts ; chacun le fait quand il peut et comme il peut. Moi, j'ai besoin de faire d'autres choses pour pouvoir travailler avec les morts : sortir, aller au cinéma, redevenir une personne normale. On ne peut pas marcher dans la rue et avoir la tête remplie de morts ; ce sujet resurgit à n'importe quel moment de la journée. A moi, survivante, les gens me parlent d'une façon particulière. Ils ont des types différents de rapports ; parfois positifs, d'autres fois négatifs à cause de la peur. J'ai un peu une double vie que je suis la seule à connaître ; et je ne peux pas en parler tout le temps. Pour pouvoir entrer dans le sujet, il faut que j'en sorte. En 1993, des amis de Cordoba ont commencé cette lutte de mémoire mais ils ont dû arrêter. J'ai décidé de reprendre ce travail depuis Genève et c'est ainsi que j'ai créé *Memoria viva*. Il faut créer des liens pour dénoncer tous ceux qui ont été les plus assassins. On ne pourra jamais oublier ces 30000 disparus. Leur nombre est trop important, en si peu de temps (deux ans), et tout le monde le sait.

Peut-il y avoir une mémoire vive de ces événements dramatiques s'il y a une telle impunité pour les militaires ?

C'est à nous de lutter tout le temps pour la justice. Il n'y a pas eu de justice parce qu'ils sont tous libres. Je pourrais rencontrer Menendez dans la rue ou au magasin. Lui, il dit que nous mentons, mais tout le monde sait qui il est en Argentine. Nous devons continuer la lutte pour la mémoire parce que c'est une lutte qui nous appartient. Il faut faire constater ces crimes contre l'humanité comme on a déjà fait constater la réalité des disparitions forcées. Il faut aussi obtenir un Tribunal international comme pour l'ex-Yougoslavie. Nous voulons en effet faire admettre qu'il s'agit de crimes contre l'humanité.

Comment cette mémoire devrait-elle se développer pour les générations à venir ?

J'aimerais bien qu'il y ait un bureau comme celui des Juifs aux Etats-Unis. Mais il ne s'est passé que 20 ans pour nous, on a encore du temps. Et il y a les H.I.J.O.S. qui continuent la lutte. A plus long terme, notre mot d'ordre, c'est «*NI OUBLI, NI PARDON*». Cela ne veut pas dire tuer, mais cela veut dire justice. Il faut continuer la dénonciation. Il faudrait écrire un grand livre pour dénoncer tous ces criminels et les empêcher de vivre tranquillement. Il faudrait sortir leurs

dossiers et les suivre pas à pas. C'est notre lutte actuelle. Pour le futur, on verra. Peut-être que quelque chose va resurgir un jour. La meilleure façon d'empêcher le retour de telles horreurs, c'est de tout faire pour que ces types soient jugés et restent en prison toute leur vie. Il faut qu'ils payent. Mais nous ne serons jamais complètement à l'abri, et surtout pas en Amérique latine comme l'a encore montré ce qui s'est passé au Chiapas. En plus, si cela devait se reproduire, je crois qu'il n'y aurait plus la possibilité que quelqu'un soit laissé vivant.

Justement, pourquoi n'ont-ils pas tué tout le monde ?

Je ne sais pas, je n'ai pas les moyens de le savoir. Je dis tout le temps qu'il faut le demander aux militaires. Je pense qu'ils étaient tellement puissants, qu'ils avaient gagné, qu'ils pouvaient donner la vie ou la mort et qu'ils ont donné la vie à quelques-uns. Cela me préoccupe, parce que quand on est survivant, on est suspecté. Je suis l'une de celles qui ont reçu le plus d'électricité, mais je ne suis pas morte. Ce n'était pas mon heure. Peut-être que c'est ça qui m'a sorti, la première fois, du premier camion. Ils m'ont d'abord épargnée pendant qu'ils cherchaient mon mari. L'ennemi s'est mis à nous connaître, à voir que l'on n'avait pas tué, que l'on ne se droguait pas, que l'on avait une morale révolutionnaire. Cela ne les a pas poussés à nous respecter, mais peut-être que cela nous a évité les camions. Je n'ai pas d'autre explication. Le colonel Anadon disait qu'il avait toujours besoin de regarder quelques personnes dans des yeux vivants. On était pourtant tout le temps à leur merci. Et ils se vantaient d'avoir tué ceux qu'ils avaient tués. Ce qui nous permet aujourd'hui de témoigner et de chercher à sortir les disparus de l'anonymat. Et cela s'est passé dans tous les camps où il y a eu des survivants, dans les 350 camps qui ont été recensés.

Memoria viva a versé 2000 francs pour financer la recherche des restes du Che. Dans quel but avez-vous pris cette décision ?

C'est un type magnifique, qui a fait ce qu'il devait faire. Ce n'est pas une idole, mais c'est un militant de plus qui avait disparu. On a eu beaucoup de *Che*. Il est mort pour ses idéaux. J'ai eu beaucoup de camarades qui n'ont pas parlé pendant qu'ils étaient torturés, qui ont dit aux militaires qu'ils n'étaient pas corrects alors qu'ils prenaient 200 volts dans les testicules. Le *Che*, c'était peut-être le premier à sortir de l'anonymat. Mais tous les anonymes sont tout aussi méritants. Nous avons aidé à la recherche du *Che* parce que c'était un camarade disparu. Retrouver ce corps d'un camarade disparu, c'était un peu faire remonter l'espoir en surface. Lui, après 30 ans, on l'a retrouvé avec ses camarades à partir de recherches internationales. Mais je ne crois pas qu'il sera possible de retrouver le corps de mon compagnon. Je suis allé en Argentine pour le sortir de la terre, l'incinérer ou mettre ses restes dans une urne dans le cimetière populaire où il était. Je n'avais guère confiance, parce qu'ils l'ont tué en

mars 1977 et disent l'avoir enterré en décembre 1977. Quand ils l'ont exhumé, dans sa fosse, il y avait le corps d'une jeune fille de 22 ans. J'ai dû revenir et dire à mon fils que l'on ne savait pas où était son père. Je ne pense pas le retrouver, mais je mettrai une petite plaque quelque part. C'est aussi un rituel important. Au Chili, ils sont en train de faire un monument pour les disparus. Mais en Argentine, ce n'est pas encore mûr.

Après cette histoire concernant mon mari, on a fait une conférence de presse. Et elle a eu tellement d'écho que cela a brisé le silence entre nous et la famille de mon mari. Mes neveux ont repris contact avec moi, et ils ont interrogé leur mère. Et aujourd'hui, j'ai un rapport intense avec eux ; ils veulent tout savoir. Pour moi, ces jeunes sont un immense espoir, et grâce à eux, ce sera la fin du silence. C'est donc cette affaire de corps de disparu qui a permis de faire bouger les choses dans ma famille.

Cette mémoire concerne-t-elle aujourd'hui toute la société argentine ?

Pour la société argentine, il y a une rivière de sang qui sépare le passé du présent, et elle sera toujours là. Moi, je suis survivante et je me sens coupable parce que j'ai survécu. Mais la population argentine aussi. Les générations les plus jeunes se demandent maintenant ce que leurs parents ont fait à cette époque. Tout le monde sait ce qui s'est passé, mais tout le monde n'assume pas les disparus. Cela ne concerne qu'une certaine couche de la population. Les 10 000 jeunes traumatisés par la guerre des Malouines ont aussi joué un grand rôle. Mais être vivants et construire la mémoire, c'est être là tout le temps, jusqu'au dernier souffle. C'est pour cela que les Mères et les Grands Mères continuent de tourner sur la Place de Mai. Et de toute façon, le reste de la population de l'Argentine a faim, elle vit dans la misère et a bien d'autres préoccupations.

Pourquoi est-il si important, pour ceux qui ont survécu, qui ont perdu des proches, qui ont été torturés, de continuer à construire cette mémoire malgré le temps qui passe ?

Aujourd'hui, les jeunes nous demandent ce qui s'est passé dans cette période-là. En 1990-1991, il y a eu des publications qui ont commencé à raconter un peu l'histoire du passé. Mais il n'y a pas l'histoire orale, c'est-à-dire l'histoire que les parents transmettent à leurs enfants, à la maison et pas seulement à l'école, sur les événements qui se sont passés dans une époque récente. La plupart d'entre eux ne savent pas ce qui s'est passé. Ils savent peut-être que la police est venue, qu'ils ont emmené leur père ou leur mère, ou un frère, un oncle, un grand-père, mais c'est toute une génération qui n'a pas pu faire ce lien de la transmission orale de l'histoire. C'est nous-mêmes qui devons prendre en main l'idée que nous avons eu 30 000 disparus. Non pas que nos disparus soient meilleurs que les autres, ni les seuls à avoir disparu ; on parle beaucoup, et avec

raison, des six millions de Juifs disparus alors que l'on ne dit rien des victimes espagnoles de la guerre civile. LA SEULE GARANTIE DE GARDER LA MÉMOIRE, C'EST DE CONSTAMMENT RAPPELER CE QUI S'EST PASSÉ À CE MOMENT-LÀ. Je ne sais pas si c'est pour que cela ne se reproduise plus. Je n'y crois pas vraiment. Mais je sais que la façon la plus performante de faire disparaître une population, c'est de la faire disparaître physiquement et qu'elle n'apparaisse plus jamais. Donc on n'a plus la possibilité de savoir de quelle façon cette personne a été séquestrée. On ne sait pas ce qui s'est passé, ce qu'elle a donné ou pas comme information.

Je ne veux plus de camp de concentration, mais la réalité nous dit qu'il y a tout le temps des camps de concentration qui sont apparus dans le monde. La question de la mémoire, la question de parler encore et encore des 30'000 disparus, revient donc à s'opposer à un acte d'injustice. Je me souviens du tortionnaire Barreiro qui me disait que s'il devait me mettre légalement en prison, j'en aurais pour 50 ans, qu'il ne servait à rien que l'Etat paye ma nourriture pendant 50 ans et qu'il était plus simple de me tuer. Il n'y avait plus de loi pour me protéger comme dans une société bien construite. Il y avait la violence installée et il y avait des gens qui pouvaient se croire les dieux du monde, penser qu'ils pouvaient te tuer ou te laisser vivant, comme ça. Voilà ce que je dois continuer à dénoncer. Rappeler sans cesse ce qui s'est passé, c'est dans mon estomac, mes tripes, ma tête, mon cœur, tout est là. C'est mon but, sinon je n'aurais pas de but en tant que survivante. Sinon, la seule chose qui me resterait serait de me suicider. Parce que quand tu es un survivant, que tu es passé dans un camp de concentration, tu as connu la pire des mentalités humaines, et il t'est difficile de croire en l'homme. Pourtant, moi, j'ai toujours cet espoir en l'homme. Cet espoir est nécessaire, l'homme peut être meilleur, l'homme est capable de faire avancer le monde.

[témoignage recueilli en janvier 1998 par Charles Heimberg]

L'atelier de recherche historique sur les témoignages oraux

Les historien-ne-s de la fin du XXe siècle font de plus en plus souvent appel aux témoignages oraux. Les souvenirs des contemporains permettent de jeter un regard différent sur l'histoire de ce siècle, d'interroger les silences et les oublis. Nous sommes entourés d'acteurs-observateurs, femmes et hommes, dépositaires de fragments éclatés d'une mémoire sociale inestimable.

Cette démarche permet entre autres de faire l'histoire des gens sans Histoire, marginaux oubliés, mais aussi majorités obscures et silencieuses. Dans les disciplines des sciences humaines, l'oralité est devenue incontournable.

L'Atelier de recherche historique sur les témoignages oraux (ARHTO) est issu de l'initiative de personnes d'horizons différents. Depuis l'automne 1994, Jean Batou et Magdalena Rosende en collaboration avec Louis-Philippe L'Hoste animent un séminaire d'histoire orale visant à récolter et à analyser les témoignages de femmes et d'hommes ayant vécu la Seconde Guerre mondiale. De leur côté, depuis 1995, les Archives de la ville de Lausanne ont mis sur pied un groupe « archives sonores » qui recueille les témoignages de personnalités lausannoises. La constitution de ce centre d'initiatives, de recherches et d'échanges autour de la démarche de l'oralité a eu lieu au printemps 1997.

ARHTO se propose de mettre sur pied un réseau favorisant l'échange sur le plan technique et scientifique entre les personnes intéressées par cette démarche et issues de milieux divers (recherche, enseignement, travail social, journalisme, etc.).

ARHTO vise l'interdisciplinarité. Celle-ci est la démarche même des sciences humaines, dès lors que l'on tente d'approcher le social dans sa complexité. Le dénominateur commun est ici le témoignage, la parole.

ARHTO entend désenclaver la recherche à l'Université de Lausanne et accentuer son intégration sociale et culturelle à la cité dans son sens le plus large.

Dans cet esprit, ARHTO entend montrer que les recherches sur les témoignages oraux ne se limitent pas au public universitaire mais peuvent également devenir un support novateur pour l'enseignement de l'histoire.

Les rencontres ont lieu deux fois par année; elles constituent un forum pour présenter des recherches en cours (la domesticité féminine, les réfugiés juifs en Suisse, histoire de la navigation sur le Léman, l'invention du Mont-Blanc, histoire de la pédopsychiatrie dans le canton de Vaud, etc.). Elles sont également un lieu d'échange des connaissances et des expériences diverses. Une lettre de liaison qui fait suite à ces rencontres est diffusée à l'ensemble des personnes intéressées par la démarche et permet de prendre connaissance des expériences des uns et des autres, ainsi que d'établir des contacts avec des personnes ou institutions intéressées par la démarche de l'oralité.

Pour l'heure, un questionnaire a été envoyé à toutes les personnes susceptibles d'entreprendre, d'avoir entrepris ou qui sont en train d'élaborer une recherche à l'aide des témoignages oraux.

Adresses de contact:

ARHTO
Université de Lausanne
Jean Batou, Louis-Philippe L'Hoste, Magdalena Rosende
IRI-BFSH 2
1015 Lausanne
tél. 021/692.31.68

Jean. Batou@iri.unil.ch
lplhoste@hotmail.com
Magdalena. Rosende@iri.unil.ch